

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFIL

Route de Vaupy
45420 Bonny-sur-Loire

Références : n° 348 / 2023 – VAT n° 20230403
Code AIOT : 0010001514

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement SAFIL implanté Route de Vaupy 45420 Bonny-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 24/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFIL
- Route de Vaupy 45420 Bonny-sur-Loire
- Code AIOT : 0010001514
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités exercées par la société SAFIL sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 novembre 1988 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 mars 2022 et du 17 octobre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en service de l'installation de traitement de surface
- mise en service du zéro rejet
- suites de la précédente visite d'inspection du 19 octobre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de la visite des installations, objet du présent rapport, l'inspection a constaté la mise en service du "zéro rejet" aqueux concernant la chaîne de traitement de surface. Au droit du regard de l'ancien point de rejet, seul un apport d'eau pluviale est évacué. Cet apport résulte de l'évacuation des eaux météoriques pouvant tomber dans la conduite d'évacuation des effluents atmosphériques.

Ces effluents sont traités en amont (dévésiculateur implanté dans la gaine). La société ENTIME est mandatée pour procéder au contrôle des rejets (18/10/22, 01/02/23 puis 16/04/23). Ces rejets sont conformes aux valeurs limites d'émission maximales définies.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Mesures constructives	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à la terre du réservoir de Propane	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.8	Susceptible de suites	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mesures constructives	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Pompes de relevage des eaux industrielles et contacteurs de niveau	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1	/	Sans objet
10	Plan de défense incendie	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5	/	Sans objet
11	Réservoirs de GNR	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 4.1	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Alarme de niveau d'eau (tour de lavage)	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1	/	Sans objet
8	Charbons actifs (zéro rejet aqueux)	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1	/	Sans objet
9	Etat des stocks	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à la terre du réservoir de Propane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /• date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>En particulier, « les réservoirs », à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, sont mis à la terre par un conducteur dont la résistance est inférieure à 100 ohms. L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur « avec le réservoir ».</p>
Constats : C1_Absence de contrôle annuel de la valeur de la mise à la terre du réservoir de Propane.
Observations : L'exploitant a adressé un courrier recommandé au fournisseur de Propane, propriétaire de l'installation. Faute de retour, plusieurs courriels de relance ont été adressés, sans prise en compte par le fournisseur.
A noter toutefois que l'exploitant a obtenu la mise en conformité de la prise de terre suite à la demande faite par l'inspection lors de la visite du 3 février 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2023
Prescription contrôlée : Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - murs et parois séparatifs REI 120 ; - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. [...].
Constats : C2_La ligne de traitement de surface n'est pas implantée dans une enceinte présentant les caractéristiques de résistance au feu REI 120 (murs et porte).
Observations : L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de la zone d'implantation de l'ancienne ligne. De ce fait, pour construire les murs coupe-feu, l'exploitant devait finaliser l'évacuation de l'ancienne ligne de manière à pouvoir déployer l'unité zéro rejet aqueux, puis libérer l'espace nécessaire à la construction des parois. Par courrier du 20 octobre 2022, l'exploitant précise que les contraintes techniques permettraient de solder l'ensemble des aménagements nécessaires pour la fin du premier trimestre 2023. Le jour de la visite des installations, l'exploitant a indiqué que le démantèlement de la station de traitement des effluents a pris du retard (délai intervenants) conduisant à une mise en service du zéro rejet le 1er mars 2023. Les murs coupe-feu sont partiellement réalisés (40%). En 2022, l'inspection ayant attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que la présence de poteaux métallique dans les parois REI 120 ne permettait pas de qualifier un mur R120, l'exploitant prévoit un flocage pour renforcer la structure. Par courrier du 5 juillet 2023, l'exploitant a présenté à l'autorité préfectorale un point de situation technico-économique et sollicité un report d'échéances pour pouvoir finaliser les travaux de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...].</p>
Constats : C3_Absence de conformité des installations électriques mises en service dans le cadre du déploiement de la nouvelle chaîne de traitement de surface.
Observations : Le rapport de vérification initiale des installations électriques de la nouvelle chaîne de traitement de surface (Bureau Véritas) faisait mention d'écarts, dont 90% étaient d'ors et déjà levés en octobre 2022.
Par transmission du 29 juin 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection la tableau de suivi de la levée des écarts restant.
Toutefois, dans le cadre de la vérification périodique annuelle, le contrôle des installations identifie 6 écarts (contrôle du 7 au 8 juin 2023 ; DEKRA).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...].</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. [...].</p>
Constats : C4_Absence d'amenées d'air frais d'une surface égale à la surface de l'ensemble des dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur. La définition des amenées d'air n'est pas arrêtée.
Observations : L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de la zone de l'ancienne ligne. La pose des exutoires a été réalisée en semaine 49 de l'année 2022, par la société SIA. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les amenées d'air doivent être définies et prévues, de manière : <ul style="list-style-type: none">- transitoire en attendant la construction du local dédié à la chaîne de traitement de surface ;- définitive, en parallèle de la construction du local dédié à la chaîne de traitement de surface.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>
Constats : C5_Absence de confinement des eaux d'extinction.
Observations : L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de la zone de l'ancienne ligne. <p>De ce fait, pour construire les murs coupe-feu, l'exploitant devait finaliser l'évacuation de l'ancienne ligne de manière à pouvoir déployer l'unité zéro rejet aqueux, puis libérer l'espace nécessaire à la construction des parois. Ces travaux ne sont pas finalisés, d'où l'absence de confinement des eaux d'extinction (qui se fera dans le local).</p> <p>Par courrier du 5 juillet 2023, l'exploitant a présenté à l'autorité préfectorale un point de situation technico-économique et sollicité un report d'échéances pour pouvoir finaliser les travaux de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Alarme de niveau d'eau (tour de lavage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme de niveau d'eau (tour de lavage)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. Sans préjudice d'autres réglementations et des préconisations des constructeurs des matériel/équipement, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement suivants selon la fréquence définie ci-dessous : - [...] ; - Alarme de niveau d'eau (tour de lavage), vérification fonctionnelle inspection visuelle, semestrielle ; [...].
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Absence de tour de lavage. En l'absence de tour de lavage, la prescription relative à la vérification semestrielle de l'alarme de niveau d'eau de la tour de lavage est sans objet, et pourra faire l'objet d'une modification ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pompes de relevage des eaux industrielles et contacteurs de niveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pompes de relevage des eaux industrielles et contacteurs de niveau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. Sans préjudice d'autres réglementations et des préconisations des constructeurs des matériel/équipement, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement suivants selon la fréquence définie ci-dessous : - [...] ; - pompe de relevage des eaux industrielles et contacteurs de niveau, vérification (bon fonctionnement), trimestrielle ; - [...].
Constats : C6_Absence de formalisation du suivi des installations techniques du traitement des effluents (zéro rejet) / vérification trimestrielle de la pompe de relevage des eaux industrielles et contacteurs de niveau.
Observations : Selon l'exploitant, un contrôle périodique en régie est organisé. Toutefois, faute d'enregistrement, ce contrôle n'est pas justifié. Pour mémoire, ce contrôle vise à la montée en compétence du personnel, dans le cadre du pilotage de l'activité de traitement des effluents, et ainsi réduire les périodes d'indisponibilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Charbons actifs (zéro rejet aqueux)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Charbons actifs (zéro rejet aqueux)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. Sans préjudice d'autres réglementations et des préconisations des constructeurs des matériel/équipement, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement suivants selon la fréquence définie ci-dessous : - [...] ; - Charbons actifs (après évaporateur), contrôle de saturation, trimestrielle.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Le système a été mis en service le 1er mars 2023. Le remplacement des charbons actifs a été décidé le matin de la visite des installations, de manière à limiter le phénomène de moussage (excès de DCO). Selon l'exploitant, un contrôle régulier de la DCO va être organisé de manière à piloter finement la saturation des charbons actifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>L'état des matières stockées permet de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...].</p>
Constats : Absence d'écart relevé, bien que l'état des stocks soit en cours de consolidation.
<p>Observations : L'exploitant entrepose dans le bâtiment Mano un maximum de 65 m3 de cartons, jusqu'à 600 m3 de palettes à l'extérieur (zone de quais) et est équipé d'un réservoir de 50 m3 de propane.</p> <p>Les données sont arrêtées et prises en compte par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2022. Ces données seront versées au PDI (plan de défense incendie) dès consolidation (support).</p> <p>La quantité de propane est mise à jour toutes les semaines.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de stocks de produits autre que ceux dédiés à la remise à niveau des bains (concentration).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie identifiés. Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à épandage ou un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; • le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau et la description des modalités d'alimentation et de mise sous pression du réseau de poteaux incendie (château d'eau, capacité, pompe relevant la pression, etc.) ainsi que les conditions de mise en échec et les modalités afférentes de dépannage le cas échéant ; • la localisation des commandes des équipements de désenfumage et le plan corrélant les amenées d'air frais aux différents cantons de désenfumage (au moins égale à la surface utile des exutoires) ; • la localisation des interrupteurs centraux ; • la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau dont il dispose pour l'accomplissement des opérations d'extinction. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Ce plan de défense incendie est tenu à jour.</p>
Constats : C7_Absence de consolidation du PDI (plan de défense incendie).
Observations : Le PDI est en cours de consolidation, les travaux n'étant pas finalisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Réservoirs de GNR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Inertage réservoirs de GNR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs de GNR non exploités sont dégazés et inertés.
Constats : C8_Absence d'inertage de 3 des 4 réservoirs enterrés de GNR.
Observations : L'exploitant a fait procéder au dégazage et à l'inertage (béton) d'un réservoir de 20 m3 (société MEYER ; 06/10/22). Le coût est important et nécessite une enveloppe budgétaire de 20 000 € pour solder les opérations. Les devis sont établis. Selon l'exploitant, dès que la disponibilité des crédits permettra de solder ces actions, les opérations de sécurisation environnementale seront lancées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet